



C_2016_131

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Administration générale -
Stratégie et prospective

L'an deux mille seize, le trois novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:**
**Université Toulon
Var - Attribution
d'une subvention et
convention
financière**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Fabien MATRAS

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Pour soutenir son développement, la Dracénie a besoin de constituer des viviers de jeunes diplômés dans des domaines clés de son économie locale - filières des activités traditionnelles, mais aussi des filières d'innovation et d'excellence. L'objectif est de répondre par une offre de formation supérieure adaptée aux besoins en ressources humaines des secteurs d'avenir de son bassin d'emploi (Droit, Défense, Environnement, Services à la personne et Santé...), et à la structuration de son tissu économique.

L'Université de Toulon (UTLN) dispose d'une antenne implantée à Draguignan, la Faculté de Droit, qui dispense des formations juridiques jusqu'au niveau Master 2. Cette offre de formation, complémentaire à la cité judiciaire et la prison-maison d'arrêt en Dracénie, permet de disposer d'un pôle de référence en la matière. Elle regroupe 350 étudiants et contribue à enrichir l'offre de formation en matière d'enseignement supérieur et par là même l'attractivité du territoire.

Pour cette raison, il apparaît nécessaire de conforter le service public de l'enseignement supérieur de proximité en soutenant le maintien d'activité de la Faculté de Droit de Draguignan et en favorisant une démarche de stratégie universitaire du site dracénois, en fédérant à terme l'ensemble des acteurs et partenaires autour d'un projet de campus universitaire à Draguignan. Ce projet assurera visibilité de l'offre, développement d'une vie étudiante de qualité, et attractivité territoriale, en réponse aux besoins exprimés par les activités socio-économiques du territoire.

C'est pourquoi, au titre des dispositifs de soutien à des projets de développement thématiques intéressant tout ou partie des communes de l'agglomération, il est proposé de soutenir financièrement l'UTLN, pour le maintien et le développement de l'antenne de la Faculté de Droit de Draguignan, et ce dans la perspective du développement d'une offre de formation complémentaire, d'activités et animations répondant aux besoins de la vie étudiante, en relation avec les services et équipements communautaires (culture, sport, loisirs, actions citoyennes...) ; et à terme d'un projet plus global de campus universitaire en Dracénie.

Ce pôle universitaire est un outil essentiel d'amélioration de l'attractivité des formations dispensées par les moyens suivants :

- amélioration de l'accès du pôle universitaire par les transports publics ;
- constitution de services documentaires encyclopédiques, grâce à un regroupement des collections en une bibliothèque universitaire unique et une politique documentaire concertée avec le réseau des médiathèques de l'agglomération ;
- développement d'une offre de restauration de qualité et équilibrée ;
- accès des étudiants aux activités sportives pour non spécialistes, en recherchant une mutualisation des enseignements et des équipements ;
- accès des étudiants à l'offre culturelle dracénoise ;
- accès des étudiants aux soins et à l'accompagnement social.

La subvention de l'agglomération s'inscrit au titre du soutien à la vie étudiante et de la participation à la mise en œuvre de formations ciblées sur notre territoire, en écho à celle du Département et au soutien de la ville de Draguignan qui accueille et entretient les locaux de la Faculté de Droit. Elle s'inscrit également dans la perspective d'un protocole d'accord et d'intention définissant les engagements de chacun des partenaires sur le projet de campus universitaire.

Par ailleurs, l'UTLN a également sollicité la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour une subvention au titre du projet Connect sur l'année 2016, afin de participer aux frais de raccordement internet des deux sites distants de Draguignan que sont la Faculté de Droit et l'IUT de Draguignan. Ces 2 sites distants nécessitent une location d'un lien opérateur afin d'assurer la connectivité intranet/extranet avec les services fournis par l'Université (pédagogie, recherche et administratif) nécessaire à son fonctionnement.

Le soutien apporté par l'agglomération va dans le sens d'un regroupement des établissements

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

Publié le

LD 7033 246360493 20161109 C_2016_TOT-DE

d'enseignement supérieur en Dracénie, et de la valorisation de l'usage du numérique dans la formation, avec notamment le développement de la visioconférence grâce aux solutions de connectivité proposées.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission mixte Développement Économique et Formation Insertion Professionnelle réunie le 19 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

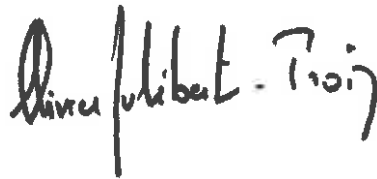
- approuver le versement d'une subvention à l'Université de Toulon et du Var de 50 000 € pour l'année universitaire 2016-2017, au titre du maintien et du développement de la Faculté de Droit de Draguignan (offre de formation complémentaire ciblée), du soutien à la vie étudiante, et du regroupement à terme des sites d'enseignement supérieur sur Draguignan, dans la perspective d'un projet global de campus universitaire ;
- approuver le versement d'une subvention à l'Université de Toulon et du Var de 2 032 € pour l'année 2016, au titre du projet Connect ;
- approuver les conditions de partenariat et de financement entre l'Université de Toulon et du Var et la Communauté d'Agglomération Dracénoise, selon la convention financière 2016 (annexée) ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer tout acte et tout document relatifs à l'exécution de la présente délibération.

(imputation budgétaire : 6574-904)

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.